



PREMIÈRE QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

Programme et budget pour 2002-03**Compte du budget ordinaire
et Fonds de roulement**

1. Le présent document fait le point sur la situation des recettes et des dépenses 2002-03 pendant une période de vingt et un mois se terminant le 30 septembre 2003. On trouvera à l'annexe I des informations sur les contributions des Etats Membres et les postes de dépenses supplémentaires approuvés par le Conseil d'administration. Les tableaux 1 et 2 donnent des renseignements détaillés sur les contributions fixées pour 2003, les montants reçus et crédités en ce qui concerne les contributions actuelles et les arriérés de contribution jusqu'au 30 septembre 2003 et les montants dus à cette date. Le tableau 3 fournit des informations sur les postes de dépenses supplémentaires de 2002-03 approuvés par le Conseil d'administration.

Recettes et dépenses budgétaires

2. Les recettes budgétaires sont comptabilisées en dollars des Etats-Unis au taux de change budgétaire de l'OIT fixé pour l'exercice 2002-03, et les dépenses en francs suisses sont enregistrées en dollars des Etats-Unis au même taux de change, à savoir 1,77 franc suisse pour un dollar des Etats-Unis. Au 30 septembre 2003, les contributions reçues et les dépenses budgétaires enregistrées pendant l'exercice en cours se présentaient comme suit:

Recettes et dépenses pendant une période de vingt et mois se terminant au 30 septembre 2003

	Francs suisses	Dollars E.-U.
Recettes		
Contributions reçues pour l'exercice 2002-03	555 123 390	313 629 034
Contributions arriérées dues au titre d'exercices antérieurs	72 097 519	40 733 062
Recettes totales	<u>627 220 909</u>	<u>354 362 096</u>
Dépenses		
Excédent des dépenses sur les recettes pendant une période de 21 mois se terminant au 30 septembre 2003		<u>7 593 240</u>

Contributions des Etats Membres

3. Le montant total des contributions fixé pour 2003 est de 384 127 757¹ francs suisses, contre 384 125 400 francs suisses en 2002. La partie 1 du tableau I montre qu'au 30 septembre 2003 les montants reçus des Etats Membres ou portés à leur crédit² au titre des contributions pour 2003 s'élevaient à 188 387 667 francs suisses, ce qui représente 49 pour cent des contributions mises en recouvrement. A la même période en 2002, 45,3 pour cent des contributions de 2002 avaient été recouverts. Au 30 septembre 2003, 82 Etats Membres avaient réglé la totalité de leurs contributions pour 2003, 24 avaient effectué un paiement partiel alors que 70 autres n'avaient effectué aucun versement sur leurs contributions de 2003. A la même date en 2002, les chiffres correspondants étaient de 77, 25 et 73 Etats Membres respectivement.
4. Les arriérés de contributions pour 2002 et les exercices antérieurs reçus au 30 septembre 2003 s'élevaient au total à 38 337 562 francs suisses, portant le total des contributions reçues au 30 septembre 2003 à 226 725 229 francs suisses.
5. Au 30 septembre, 19 Etats (Afghanistan, Angola, Bahamas, Burkina Faso, Costa Rica, Estonie, Grenade, Guatemala, Guyana, Honduras, Kazakhstan, Nigéria, Panama, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sénégal, Tchad, Turquie et Ukraine) avaient effectué des paiements au titre de leurs contributions pour 2004.

Situation au regard du paragraphe 4 de l'article 13 de la Constitution

6. Il ressort du tableau 2 que, au 30 septembre 2003, les arriérés de contributions des vingt pays suivants atteignaient un montant égal ou supérieur à la somme des contributions dues au titre des deux années entières écoulées (2001 et 2002): Antigua-et-Barbuda, Arménie, Azerbaïdjan, Comores, Djibouti, Gambie, Géorgie, Iles Salomon, Iraq, Kirghizistan, République démocratique populaire lao, République de Moldova, Ouzbékistan, Paraguay, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Somalie, Tadjikistan, Togo et Turkménistan. Conformément au paragraphe 4 de l'article 13 de la Constitution de l'Organisation, chacun de ces Etats Membres avait en conséquence perdu son droit de vote.
7. Treize autres Membres avaient des arriérés de contribution supérieurs à la somme des contributions dues au titre des deux dernières années entières mais ont été autorisés à voter, conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 13 de la Constitution de l'Organisation, en vertu des arrangements financiers approuvés par la Conférence internationale du Travail lors des sessions suivantes: 81° (1994) pour l'Albanie, 86° (1998) pour le Bélarus, 82° (1995) pour le Cambodge, 85° (1997) pour le Cap-Vert, 89° (2001) pour la République centrafricaine, 89° (2001) pour la République démocratique du Congo, 90° (2002) pour la Guinée-Bissau, 88° (2000) pour le Kazakhstan, 87° (1999) pour la Lettonie, 88° (2000) pour le Libéria, 75° (1988) pour la Pologne, 88° (2000) pour l'Ukraine et 81° (1994) pour le Viet Nam.

¹ Y compris 2 357 francs suisses mis en recouvrement auprès du Vanuatu, après adoption du budget, ce pays étant devenu Membre de l'Organisation le 22 mai 2003.

² Les montants crédités sur les contributions pour 2003 correspondent à la répartition, entre les Etats Membres ayants droit, des montants acquis grâce au système d'incitation au prompt versement des contributions et de la prime nette acquise pour les exercices précédents. La note 1 du tableau I donne davantage de détails.

Fonds de roulement

8. Conformément à l'article 21 du Règlement financier, il a été procédé à un prélèvement sur le Fonds de roulement pour financer les dépenses budgétaires en attendant le versement des contributions. Au 30 septembre 2003, le déficit de trésorerie temporaire de 7 593 240 dollars des Etats-Unis était couvert par le Fonds de roulement. Le solde du Fonds de roulement s'élevait à 21 559 965 francs suisses³ le 30 septembre.

Virements éventuels dans le cadre du budget des dépenses pour 2002-03

9. L'article 16 du Règlement financier dispose que des virements d'article à article dans une même partie du budget des dépenses peuvent être effectués par des résolutions spéciales du Conseil d'administration.
10. Il n'est pas possible à ce stade d'évaluer rigoureusement et dans le détail le montant final des dépenses pour chaque poste du budget; il est toutefois possible que, pour certaines rubriques, les dépenses dépassent légèrement la dotation budgétaire, cet excédent étant compensé par des économies réalisées sous d'autres articles du budget. Les articles précis entre lesquels des virements pourraient s'avérer nécessaires et les montants exacts ne seront connus que lorsque seront connus les montants définitifs des dépenses, c'est-à-dire à la fin du mois de janvier 2004; suivant la pratique habituelle, le Directeur général propose donc de soumettre pour approbation à cette date au Président du Conseil d'administration une liste détaillée des virements qui s'avèreraient nécessaires.
11. *La commission voudra sans doute recommander au Conseil d'administration d'autoriser le Directeur général, conformément à la pratique habituelle, à soumettre pour approbation au Président, avant la clôture des comptes biennaux, des propositions concernant les virements qui s'avèreraient nécessaires dans le cadre du budget des dépenses de 2002-03, sous réserve de la confirmation de cette approbation par le Conseil d'administration à sa 289^e session (mars 2004).*

Genève, le 13 octobre 2003.

Point appelant une décision: paragraphe 11.

³ Le solde nominal de ce fonds est de 35 millions de francs suisses.

Annexe I

Tableau 1. Contributions reçues des Etats Membres et montants dus au titre de périodes antérieures d'affiliation à l'OIT (en francs suisses)

Etat récapitulatif

Detail	Montant dû au 1 ^{er} janvier 2003	Montant reçu ou crédité ¹ au 30 septembre 2003	Solde dû au 30 septembre 2003
I. Contributions fixées pour 2003 :			
Total des contributions fixées pour 2003	384 127 757 ²	188 387 667	195 740 090
II. Contributions arriérées pour 2002 et les périodes antérieures:			
A. Contributions arriérées dues par les Etats Membres	103 570 802	38 337 562	65 233 240
B. Montants dus par les Etats Membres au titre de périodes antérieures d'affiliation à l'OIT	339 910	-	339 910
C. Montants dus par des Etats qui ne sont plus affiliés à l'OIT	<u>6 370 623</u>	<u>-</u>	<u>6 370 623</u>
Total des contributions arriérées et montants dus au titre de périodes antérieures d'affiliation à l'OIT	110 281 335	38 337 562	71 943 773
Total	<u><u>494 409 092</u></u>	<u><u>226 725 229</u></u>	<u><u>267 683 863</u></u>

¹ Y compris le montant de 18 473 304 francs suisses crédités aux Etats Membres au titre de :

Système d'incitation pour 2001	6 908 477
A l'excédent de l'exercice financier 2000-01	7 079 331
A la moitié de la prime nette au titre de l'exercice financier 2000-01	4 485 496

² Y compris 2 357 francs suisses mis en recouvrement après l'adoption du budget auprès de Vanuatu, qui est devenu Membre de l'Organisation le 22 mai 2003.

Annexe I
Tableau 2.

Etat des contributions
Détail des mouvements entre le 31 décembre 2002 et le 30 septembre 2003
(en francs suisses)

Etats	Contributions et montants dus au 31 décembre 2002	Contributions fixées pour 2003		Montants reçus ou crédités (1) au 30 septembre 2003 en ce qui concerne les:		Solde dû au 30 sept 2003
		%	Montant	Contributions de 2003	Arriérés	
A. Etats ayant versé la totalité de leurs contributions pour 2003						
Afghanistan	191 822	0,00900	34 571	34 571	191 822	-
Afrique du Sud (2)	-	0,40200	1 544 184	1 544 184	-	-
Algérie	268 491	0,06900	265 046	265 046	268 491	-
Allemagne	-	9,62000	36 952 863	36 952 863	-	-
Angola (2)	-	0,00200	7 683	7 683	-	-
Arabie saoudite	-	0,54600	2 097 325	2 097 325	-	-
Australie	-	1,60200	6 153 689	6 153 689	-	-
Autriche	-	0,93200	3 580 049	3 580 049	-	-
Bahamas (2)	-	0,01200	46 095	46 095	-	-
Bahreïn	-	0,01800	69 143	69 143	-	-
Belgique	-	1,11200	4 271 474	4 271 474	-	-
Belize (2)	-	0,00100	3 841	3 841	-	-
Botswana	-	0,01000	38 413	38 413	-	-
Bulgarie	-	0,01300	49 936	49 936	-	-
Burkina Faso (2)	-	0,00200	7 683	7 683	-	-
Canada (2)	-	2,51900	9 676 119	9 676 119	-	-
Cap-Vert (5)	101 886	0,00100	3 841	3 841	10 330	91 556
Chypre	-	0,03700	142 126	142 126	-	-
Costa Rica (2)	-	0,01900	72 984	72 984	-	-
Croatie (2)	-	0,03800	145 968	145 968	-	-
Danemark (2)	-	0,73800	2 834 845	2 834 845	-	-
Dominique	9 384	0,00100	3 841	3 841	9 384	-
Egypte	-	0,08000	307 300	307 300	-	-
Emirats arabes unis	-	0,19900	764 410	764 410	-	-
Erythrée	-	0,00100	3 841	3 841	-	-
Espagne	-	2,48034	9 527 616	9 527 616	-	-
Estonie (2)	-	0,01000	38 413	38 413	-	-
Ethiopie	-	0,00400	15 365	15 365	-	-
Fidji	15 265	0,00400	15 365	15 365	15 265	-
Finlande	-	0,51400	1 974 405	1 974 405	-	-
France	-	6,36700	24 457 264	24 457 264	-	-
Grenade (2)	-	0,00100	3 841	3 841	-	-
Guatemala	-	0,02600	99 873	99 873	-	-
Guyana	-	0,00100	3 841	3 841	-	-
Honduras	-	0,00500	19 206	19 206	-	-
Hongrie	-	0,11800	453 268	453 268	-	-
Inde (2)	-	0,33600	1 290 661	1 290 661	-	-
Islande	-	0,03200	122 920	122 920	-	-
Jamaïque	-	0,00400	15 365	15 365	-	-
Jordanie	-	0,00800	30 730	30 730	-	-
Kazakhstan (5)	4 632 245	0,02700	103 714	103 714	257 543	4 374 702
Kenya	-	0,00800	30 730	30 730	-	-
Koweït	-	0,14500	556 982	556 982	-	-
Lesotho (2)	-	0,00100	3 841	3 841	-	-
Libéria (5)	214 539	0,00100	3 841	3 841	11 919	202 620
Luxembourg	301 623	0,07900	303 459	303 459	301 623	-
Malaisie	-	0,23100	887 330	887 330	-	-
Malawi	-	0,00200	7 683	7 683	-	-
Malte (2)	-	0,01500	57 619	57 619	-	-
Maurice (2)	-	0,01100	42 254	42 254	-	-
Mexique	-	1,06900	4 106 300	4 106 300	-	-
Mongolie	10 100	0,00100	3 841	3 841	10 100	-
Myanmar	38 180	0,01000	38 413	38 413	38 180	-
Namibie	-	0,00700	26 889	26 889	-	-
Nigéria	-	0,06700	257 364	257 364	-	-
Norvège	-	0,63600	2 443 037	2 443 037	-	-
Nouvelle-Zélande	-	0,23700	910 377	910 377	-	-
Oman	-	0,06000	230 475	230 475	-	-
Panama	-	0,01800	69 143	69 143	-	-
Papouasie-Nouvelle-Guinée	21 622	0,00600	23 048	23 048	21 622	-
Pays-Bas	-	1,71100	6 572 386	6 572 386	-	-
Pologne (5)	3 954 707	0,37200	1 428 946	1 428 946	790 942	3 163 765
Qatar	-	0,03300	126 761	126 761	-	-

Annexe I
Tableau 2.

Etat des contributions
Détail des mouvements entre le 31 décembre 2002 et le 30 septembre 2003
(en francs suisses)

Etats	Contributions et montants dus au 31 décembre 2002	Contributions fixées pour 2003		Montants reçus ou crédités (1) au 30 septembre 2003 en ce qui concerne les:		Solde dû au 30 sept 2003
		%	Montant	Contributions de 2003	Arriérés	
République centrafricaine (5)	151 909	0,00100	3 841	3 841	11 410	140 499
République dém. du Congo (2) (5)	118 369	0,00400	15 365	15 365	29 590	88 779
République dominicaine	148 240	0,02200	84 508	84 508	148 240	-
République tchèque	-	0,20000	768 251	768 251	-	-
Roumanie	-	0,05700	218 951	218 951	-	-
Royaume-Uni	-	5,45100	20 938 676	20 938 676	-	-
Rwanda	-	0,00100	3 841	3 841	-	-
Saint-Marin	-	0,00200	7 683	7 683	-	-
Sénégal (2)	-	0,00500	19 206	19 206	-	-
Slovaquie	-	0,04200	161 333	161 333	-	-
Slovénie	-	0,08000	307 300	307 300	-	-
Sri Lanka	-	0,01600	61 460	61 460	-	-
Suède	-	1,01109	3 883 853	3 883 853	-	-
Suisse	-	1,25400	4 816 932	4 816 932	-	-
Swaziland	-	0,00200	7 683	7 683	-	-
Tchad	17 097	0,00100	3 841	3 841	17 097	-
Thaïlande	-	0,29000	1 113 964	1 113 964	-	-
Turquie	-	0,43300	1 663 263	1 663 263	-	-
Ukraine (2) (5)	6 329 443	0,05200	199 745	199 745	527 454	5 801 989
	16 524 922	41,56443	159 659 532	159 659 532	2 661 012	13 863 910

B. Etats ayant versé une partie de leurs contributions pour 2003

Barbade	24 073	0,00900	34 571	7 540	24 073	27 031
Cameroun	-	0,00900	34 571	3 701	-	30 870
Chili	467	0,20900	802 822	408 326	467	394 496
Colombie	-	0,19800	760 568	439 186	-	321 382
Côte d'Ivoire	-	0,00900	34 571	453	-	34 118
Cuba	-	0,02900	111 396	92 479	-	18 917
Equateur	13 424	0,02400	92 190	84 459	13 424	7 731
Iran, République islamique d'	1 309 395	0,26800	1 029 456	20 000	1 309 395	1 009 456
Irlande	-	0,29000	1 113 964	902 337	-	211 627
Italie	2 217 630	4,98753	19 158 370	17 664 735	2 217 630	1 493 635
Jamahiriya arabe libyenne	239 646	0,06600	253 523	201 153	239 646	52 370
Liban	-	0,01200	46 095	3 767	-	42 328
Madagascar	11 333	0,00300	11 524	11 296	11 333	228
Mali	-	0,00200	7 683	7 484	-	199
Mauritanie	577	0,00100	3 841	3 441	577	400
Nicaragua	-	0,00100	3 841	2 976	-	865
Russie, Fédération de	10 359	1,18200	4 540 362	4 064 705	10 359	475 657
Soudan	25 201	0,00600	23 048	14 730	25 201	8 318
Tanzanie, République-Unie de	628	0,00400	15 365	15 004	628	361
Trinité-et-Tobago	-	0,01600	61 460	54 949	-	6 511
Tunisie	10 116	0,02900	111 396	108 554	10 116	2 842
Ouganda	-	0,00500	19 206	7 864	-	11 342
Yémen	876	0,00600	23 048	22 125	876	923
Zambie	7 683	0,00200	7 683	3 568	7 683	4 115
	3 871 408	7,36753	28 300 554	24 144 832	3 871 408	4 155 722

C. Etats n'ayant effectué aucun versement mais ayant été crédités d'une partie de leurs contributions pour 2003

Albanie (3) (5)	33 784	0,00300	11 524	577	-	44 731
Bangladesh	-	0,01000	38 413	3 648	-	34 765
Bélarus (5)	2 477 813	0,01900	72 984	3 729	200 603	2 346 465
Cambodge (5)	329 741	0,00200	7 683	387	32 000	305 037
Chine	842 457	1,50900	5 796 452	169 826	842 457	5 626 626
Corée, République de	-	1,82300	7 002 606	286 674	-	6 715 932
El Salvador	-	0,01800	69 143	2 956	-	66 187
Ghana	39 478	0,00500	19 206	98	15 032	43 554

Annexe I
Tableau 2.

Etat des contributions
Détail des mouvements entre le 31 décembre 2002 et le 30 septembre 2003
(en francs suisses)

Etats	Contributions et montants dus au 31 décembre 2002	Contributions fixées pour 2003		Montants reçus ou crédités (1) au 30 septembre 2003 en ce qui concerne les:		Solde dû au 30 sept 2003
		%	Montant	Contributions de 2003	Arriérés	
Japon	9 218 281	19,21804	73 821 373	3 992 852	9 218 281	69 828 521
Kiribati	68	0,00100	3 841	3	-	3 906
Lettonie (5)	863 040	0,01000	38 413	6 541	91 843	803 069
Lituanie	-	0,01700	65 301	3 022	-	62 279
Maroc	167 807	0,04300	165 174	14 736	84 000	234 245
Népal	14 324	0,00400	15 365	761	-	28 928
République arabe syrienne	-	0,07900	303 459	17 478	-	285 981
Sainte-Lucie	-	0,00200	7 683	268	-	7 415
Saint-Kitts-et-Nevis	-	0,00100	3 841	5	-	3 836
Singapour	-	0,38700	1 486 565	63 603	-	1 422 962
Venezuela	1 195 164	0,20500	787 457	14 857	-	1 967 764
Viet Nam (3) (5)	61 060	0,01600	61 460	1 282	-	121 238
	15 243 017	23,37204	89 777 943	4 583 303	10 484 216	89 953 441

D. Etats n'ayant effectué aucun versement et n'ayant été crédités d'aucun montant sur leurs contributions pour 2003

Antigua-et-Barbuda (4)	260 418	0,00200	7 683	-	-	268 101
Argentine	6 527 024	1,13100	4 344 458	-	505 000	10 366 482
Arménie (4)	1 935 666	0,00200	7 683	-	-	1 943 349
Azerbaïdjan (4)	3 716 485	0,00400	15 365	-	130 797	3 601 053
Bénin	574	0,00200	7 683	-	-	8 257
Bolivie	33 820	0,00800	30 730	-	30 427	34 123
Bosnie-Herzégovine	517 258	0,00400	15 365	-	517 258	15 365
Brésil	13 155 063	2,35300	9 038 471	-	314 200	21 879 334
Burundi	-	0,00100	3 841	-	-	3 841
Comores (4)	522 145	0,00100	3 841	-	-	525 986
Congo	36 715	0,00100	3 841	-	36 203	4 353
Djibouti (4)	87 776	0,00100	3 841	-	-	91 617
Etats-Unis	15 990 318	22,00000	84 507 588	-	15 767 318	84 730 588
Ex-Rep.yougoslave de Macédoine	98 221	0,00600	23 048	-	75 173	46 096
Gabon	30 918	0,01400	53 778	-	-	84 696
Gambie (4)	56 375	0,00100	3 841	-	-	60 216
Géorgie (4)	3 034 955	0,00500	19 206	-	-	3 054 161
Grèce	2 352 225	0,53100	2 039 706	-	1 185 267	3 206 664
Guinée	6 638	0,00300	11 524	-	-	18 162
Guinée équatoriale	345	0,00100	3 841	-	-	4 186
Guinée-Bissau (5)	224 174	0,00100	3 841	-	-	228 015
Haïti	10 655	0,00200	7 683	-	-	18 338
Iles Salomon (4)	13 676	0,00100	3 841	-	-	17 517
Indonésie	1 379 541	0,19700	756 727	-	1 347 810	788 458
Iraq (4)	5 137 599	0,13400	514 728	-	-	5 652 327
Israël	2 656 100	0,40900	1 571 073	-	939 000	3 288 173
Kirghizistan (4)	1 120 908	0,00100	3 841	-	-	1 124 749
Moldova, République de (4)	2 714 566	0,00200	7 683	-	-	2 722 249
Mozambique	-	0,00100	3 841	-	-	3 841
Niger	13 289	0,00100	3 841	-	4 299	12 831
Ouzbékistan (4)	1 252 891	0,01100	42 254	-	-	1 295 145
Pakistan	241 270	0,06000	230 475	-	180 515	291 230
Paraguay (3) (4)	1 070 668	0,01600	61 460	-	32 609	1 099 519
Pérou	730 573	0,11600	445 585	-	-	1 176 158
Philippines	116 158	0,09800	376 443	-	59 529	433 072
Portugal	-	0,45500	1 747 771	-	-	1 747 771
République dém. populaire lao (4)	33 044	0,00100	3 841	-	-	36 885
Saint-Vincent-et-les Grenadines	-	0,00100	3 841	-	-	3 841
Sao Tomé-et-Principe (4)	218 280	0,00100	3 841	-	-	222 121
Serbie-et-monténégro	-	0,01900	72 984	-	-	72 984
Seychelles	20 733	0,00200	7 683	-	9 692	18 724
Sierra Leone (4)	414 987	0,00100	3 841	-	2 799	416 029
Somalie (4)	355 479	0,00100	3 841	-	-	359 320
Suriname	20 794	0,00200	7 683	-	-	28 477
Tadjikistan (4)	575 311	0,00100	3 841	-	5 921	573 231
Togo (4)	233 988	0,00100	3 841	-	-	237 829
Turkménistan (4)	848 854	0,00300	11 524	-	-	860 378

Annexe I
Tableau 2.

Etat des contributions
Détail des mouvements entre le 31 décembre 2002 et le 30 septembre 2003
(en francs suisses)

Etats	Contributions et montants dus au 31 décembre 2002	Contributions fixées pour 2003		Montants reçus ou crédités (1) au 30 septembre 2003 en ce qui concerne les:		Solde dû au 30 sept 2003
		%	Montant	Contributions de 2003	Arriérés	
Uruguay	468 909	0,07900	303 459	-	168 079	604 289
Vanuatu (7)	-	0,00100	2 357	-	-	2 357
Zimbabwe	35 979	0,00800	30 730	-	9 030	57 679
	68 271 365	27,69700	106 389 728	-	21 320 926	153 340 167
E. Montant dû par des États qui ne sont plus affiliés à l'OIT						
Ex. Rép. Soc.de Yougoslavie (6)	6 370 623	-	-	-	-	6 370 623
	6 370 623	-	-	-	-	6 370 623
TOTAL	110 281 335	100,00100	384 127 757 (7)	188 387 667	38 337 562	267 683 863

Notes du tableau 2:
Etats des contributions

***Détail des mouvements entre le 31 décembre 2002
et le 30 septembre 2003***

- (1) Les montants crédités sur les contributions mises en recouvrement pour 2003 résultent de la répartition entre les Etats Membres remplissant les conditions requises des crédits correspondant:

	<i>Francs suisses</i>
au système d'incitation pour 2001	6 908 477
à l'excédent de l'exercice financier 2000-01	7 079 331
à la moitié de la prime nette accordée au titre d'exercices financiers 2000-01	<u>4 485 496</u>
Total	<u>18 473 304</u>

- (2) Etats ayant acquitté leurs contributions pour 2003 avant le 1er janvier 2003.
- (3) Y compris les montants dus pour les périodes antérieures d'affiliation à l'OIT.
- (4) Etats Membres auxquels étaient applicables, le 30 septembre 2003, les dispositions du paragraphe 4 de l'article 13 de la Constitution de l'Organisation. Voir annexe II.
- (5) L'Albanie, le Bélarus, le Cambodge, le Cap-Vert, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la Guinée-Bissau, le Kazakhstan, la Lettonie, le Libéria, la Pologne, l'Ukraine et le Viet Nam sont autorisés à voter conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 13 de la Constitution de l'Organisation en vertu d'arrangements financiers approuvés par différentes sessions de la Conférence internationale du Travail: 81° (1994) pour l'Albanie, 86° (1998) pour le Bélarus, 82° (1995) pour le Cambodge, 85° (1997) pour le Cap-Vert, 89° (2001) pour la République centrafricaine, 89° (2001) pour la République démocratique du Congo, 90° (2002) pour la Guinée-Bissau, 88° (2000) pour le Kazakhstan, 87° (1999) pour la Lettonie, 88° (2000) pour le Libéria, 75° (1988) pour la Pologne, 88° (2000) pour l'Ukraine et 81° (1994) pour le Viet Nam.
- (6) L'ex-République fédérative socialiste de Yougoslavie a été rayée de la liste des Etats Membres le 24 novembre 2000.
- (7) Y compris 2 357 francs suisses mis en recouvrement après l'adoption du budget auprès de Vanuatu, qui est devenu Membre de l'Organisation le 22 mai 2003.

Tableau 3. Postes de dépenses supplémentaires de 2002-03 approuvés par le Conseil d'administration

Session du Conseil d'administration	Description du poste	Montant en dollars E.-U.
283 ^e (mars 2002)	Participation d'une délégation du Conseil d'administration au Sommet mondial pour le développement durable, Johannesburg (26 août-4 septembre 2002)	18 000 (1)
283 ^e (mars 2002)	Participation d'une délégation du Conseil d'administration à la Conférence de l'OACI, Montréal (24-29 mars 2003)	20 000 (1)
283 ^e (mars 2002)	Inscription à l'ordre du jour de la session de 2003 de la Conférence internationale du Travail d'une question supplémentaire concernant la mise au point d'un système plus sûr d'identification des gens de mer	475 000 (1)
283 ^e (mars 2002)	Travaux préparatoires supplémentaires et allongement de deux jours de la durée des réunions maritimes tripartites de 2002	77 000 (1)
283 ^e (mars 2002)	Envoi d'une délégation tripartite de haut niveau représentant l'OIT à la Conférence diplomatique de l'OMI sur la sûreté maritime, Londres (4-13 décembre 2002)	20 000 (1)
285 ^e (novembre 2002)	Examens sur place de certains projets de coopération technique	15 000 (1)
285 ^e (novembre 2002)	Réunion d'experts sur les normes du travail pour le secteur de la pêche	85 000 (2)
285 ^e (novembre 2002)	Relèvement du barème des traitements de base minima pour le personnel de la catégorie des services organiques	1 840 000 (3)
285 ^e (novembre 2002)	Augmentation des échelles de traitement et des indemnités des fonctionnaires de la catégorie des services généraux	970 000 (1)
	Total	3 520 000

(1) Ces dépenses seront financées par des économies réalisées dans la Partie I du budget.

(2) Ces dépenses seront financées par des économies de coûts identifiées dans les crédits prévus pour les réunions sectorielles.

(3) Ces dépenses seront financées en principe par des économies réalisées dans la Partie I du budget. A défaut de cela, elles seront imputées à la Partie II du budget. Ce montant représente l'incidence financière, pour le BIT, de la décision de l'Assemblée générale des Nations Unies concernant le relèvement du barème qu'elle a fixé à un niveau plus bas que celui recommandé par la CFPI et qui a été approuvé, provisoirement, par le Conseil d'Administration (3 228 000 dollars E.-U.).

Annexe II

Etats Membres ayant des arriérés de contributions de deux années ou plus
et ayant perdu leur droit de vote en vertu
du paragraphe 4 de l'article 13 de la Constitution (1)

Etats	Années pour lesquelles une partie ou la totalité de la contribution est due
Antigua-et-Barbuda	1991-02
Arménie	1992-02
Azerbaïdjan	1992-02
Comores	1980-2002
Djibouti	1995-96+1998-02
Gambie	1997-02
Géorgie	1993-02
Iles Salomon	1999-02
Iraq	1988-02
Kirghizistan	1992-02
Moldova, République de	1992-02
Ouzbékistan	1996-02
Paraguay	1937+1974-90+1998-02
République démocratique pop. Lao	1998-02
Sao Tomé-et-Principe	1992-02
Sierra Leone	1984-02
Somalie	1988-02
Tadjikistan	1994-02
Togo	1992-02
Turkménistan	1993-02

(1) Les Etats Membres ayant des arriérés de contributions de deux années ou plus mais ayant recouvré leur droit de vote en vertu d'arrangements financiers approuvés par la Conférence internationale du Travail à différentes sessions ne figurent pas sur la liste.